

Les systèmes pénitentiaires de Rojava

Des pratiques restauratives qui sont la base tant dans les prisons pour les civils, que pour les prisonniers de l'Etat Islamique

Abir Khaled

| Syrie |

traduit par Deboráh Spatz

introduction par le Centre d'Information de Rojava (RIC)

En 2022, la “Révolution du Rojava” célèbre son dixième anniversaire. Durant la

dernière décennie, le Rojava est passé d’un projet d’autonomie kurde à un système démocratique de base fonctionnel, englobant pratiquement un tiers de la Syrie et des milliers de Syriens de diverses croyances et ethnies. Le Rojava — ou la Syrie du Nord et de l’Est (NES), comme on l’appelle désormais — est ainsi devenu le rempart mondial contre les menaces de l’État Islamique. Avec la défaite territoriale de l’État Islamique contre les Forces démocratiques Syriennes du NES, en 2019, la communauté internationale a considéré la guerre contre l’État Islamique comme un fait accompli, même si des dizaines d’individus liés à l’État Islamique sont toujours détenus par les Forces démocratiques syriennes.

Environ 11 200 anciens membres de sexe masculin de l’État Islamique se trouvent incarcérés dans les prison du NES, seulement environ 3 000 d’entre eux ont été jugés. L’Administration Autonome du NES a construit quatre prisons pour les condamnés de l’État

Islamique - Alay (Qamishlo), Ghweiran (Heseke), Raqqa et Manbij (partagée) - alors qu'il existe trois prisons pour les civils - Kobane, Manbij (partagée) et Derik. Au moins deux dizaines d'installations informelles pour les prisonniers non jugés existent également. En plus de cela, plus de 58 000 femmes et enfants liés à l'État Islamique dépérissent dans deux camps de détention à l'air libre, dans lesquels la violence est commune et de nouvelles générations de djihadistes sont radicalisées. Les Irakiens sont environ 31 000 parmi tous les détenus de l'État Islamique, alors que les individus des pays dits tiers seraient environ 10 000.

Malgré cela, le financement, les missions de rapatriement et de soutien d'un mécanisme judiciaire international pour juger les membres de l'État Islamique par d'autres pays sont difficiles à trouver. Les prisons et les camps pour l'État Islamique du NES sont des bombes à retardement — en janvier 2022, l'État Islamique a organisé une attaque à grande échelle pour libérer des membres combattants. Plus de 200 personnes ont perdu la vie pendant l'opération de défense de la ville. L'État Islamique a promis de commettre une attaque similaire contre le camp de Hol, dans lequel sont abrités 55 000 détenus.

La guerre constante de la Turquie contre la région est tout aussi importante. Celle-ci s'est traduite par deux invasions en 2018 et 2019. Au cours de cette dernière année, des dizaines de détenus de l'État Islamique se sont échappés, puisque les prisons ont dû être laissées sans surveillance. Durant l'été 2022, la Turquie a encore une fois annoncé qu'elle envahirait le NES. Les Forces démocratiques syriennes ont prévenu qu'elles ne pourraient pas mener une guerre et garder les détenus de l'État Islamique en même temps.

Le système carcéral dans le nord et l'est de la Syrie est vraiment constitué de deux systèmes parallèles. D'un côté, il y a les prisons pour civils, celles qui s'occupent de la

délinquance quotidienne. Ces prisons sont dirigées selon le modèle d'incarcération traditionnel, mais nous espérons les rendre obsolètes un jour. Environ 2 700 personnes y sont incarcérées. Dans certains endroits sélectionnés, les prisons traditionnelles ont été remplacées par des établissements d'éducation, dans lesquels ceux qui commettent des crimes lisent et discutent mais sont aussi libres à tout moment. Pour l'instant, ce modèle n'est pas encore répandu.

Au sein même des murs de la prison, la différence la plus importante entre notre approche et celle du régime Syrien est le fait que nous mettons l'accent sur le bien-être des prisonniers. Alors qu'auparavant, des personnes disparaissaient durant plusieurs années, sans être jugées, les personnes étaient détenues dans des conditions horribles, les personnes étaient torturées, des personnes mourraient, parfois, certaines personnes étaient oubliées, nous mettons l'accent de manière très forte sur le respect de la loi et la mise en place de conditions de détention appropriées aux standards.

Plus important encore, notre approche révolutionnaire se base sur la manière dont le crime est traité avant qu'il n'arrive au tribunal. Les comités de réconciliation et les Maisons des Femmes (pour les questions domestiques) sont parvenues à arrêter les conflits avant qu'ils ne deviennent des crimes et à proposer des alternatives à l'incarcération.

Il existe, cependant, un système parallèle au système d'incarcération civile, beaucoup plus important que le premier. C'est notre terreur. Le Nord et l'Est de la Syrie comptent aujourd'hui 3 000 condamnés de l'État Islamique en prison et plusieurs fois ce nombre de personnes qui n'ont pas encore été jugées par un tribunal. Les Unités de protection du peuple ont libéré la majeure partie de la Syrie de la menace de l'État Islamique et ainsi, nous avons aujourd'hui des dizaines de milliers de suspects en détention. À cause des normes de justice élevées, il est impossible pour nous de les juger avec succès et de pouvoir les condamner, puisque chaque affaire peut prendre plusieurs mois, voire des années, à être recherchée et complétée.

Cette prison dans laquelle nous nous trouvons, par exemple, — la prison de Ghweiran — n'abrite que des condamnés jugés et est relativement petite. La prison de Sina'a, à environ 2 km, dans laquelle l'État Islamique a organisé une attaque en janvier, compte plusieurs fois

plus de détenus. Après les attaques, nous avons tenté de séparer encore plus les civils des terroristes. Depuis l'attentat, nous avons dû supprimer les privilèges fondamentaux pour les prisonniers pour des raisons de sécurité, comme les visites des familles et les appels téléphoniques, mais il n'est pas nécessaire que les prisonniers civils souffrent de ces mesures.

Dans l'ensemble, même avec les prisonniers de l'État Islamique, nous essayons d'introduire des hauts standards. Nous offrons des services médicaux, de la nourriture, la télévision, la climatisation et des exercices dans la cour — beaucoup de choses que même les citoyens lambdas de la NES n'ont pas. Les coups et la violence sont interdits. Il y a eu des cas individuels, mais nous prenons des mesures pour les prévenir et réagir lorsque ces choses se passent. Dans chaque cellule, selon la taille, il y a entre 35 et 50 détenus. Nous reconnaissons le fait que les cellules soient assez surpeuplées; nous avons trop de prisonniers et pas assez de prisons. C'est pour cela que nous sommes obligés de transformer des immeubles en prisons. L'Administration Autonome du Nord Est de la Syrie (AANES) paie pour tout cela. La Coalition Internationale nous fournit un financement mais, plus que cela, les besoins de dizaines de milliers de détenus de l'État Islamique sont payés par l'AANES. C'est de l'argent qui devrait être dépensé pour la société.

Cependant, même avec l'État Islamique, nous tentons d'introduire des méthodes réparatrices. Nous offrons une éducation à de nombreux détenus de l'État Islamique. Des personnes qui n'avaient été éduquées auparavant que sous le modèle de l'État Islamique apprennent désormais à lire et à écrire. Nous considérons ce système comme étant d'extrême importance mais nous n'avons pas les moyens de l'étendre. Pour les prisonniers civils, nous nous concentrons sur les sujets d'éthique et de la société. Pour les détenus de l'État Islamique, nous nous concentrons sur l'éducation autour de l'Islam mais avec une vision plus démocratique de la religion. Nous leur enseignons également une idéologie et principalement les principes de notre démocratie. Nous leur avons même lu des livres d'Abdullah Öcalan.

Malgré tout, nous constatons que de nombreux prisonniers de l'État Islamique entretiennent toujours de grand préjugés contre les Kurdes. L'État Islamique leur a enseigné que les Kurdes sont mauvais, qu'ils ne croient pas en Dieu, qu'ils sont différents

des Arabes. Avec les contacts quotidiens entre les détenus et les gardiens, les conversations et l'éducation qu'ils reçoivent, ils parviennent aussi à voir les Kurdes comme des être humains et souvent, ils ressentent des regrets. Cette notion est souvent exprimée par les anciens combattants de l'État Islamique de régions dans lesquelles ils n'interagissaient que rarement les Kurdes, comme celles de Homs et d'Idlib.

Nous tentons aussi de sortir les enfants de ce système. Il existe déjà un centre de réadaptation pour les mineurs ayant grandi sous l'État Islamique ; un second est en train d'être construit. Un certain nombre d'enfants délinquants fréquentent également ce centre de réadaptation, même s'ils sont tenus à l'écart des enfants provenant de l'État Islamique. Les enfants peuvent rester dans ces centre durant sept ans, ils y reçoivent une éducation et un soutien psychologique pour se réadapter à la société, tout en gardant le contact avec leurs familles. Nous leur apprenons à lire et à écrire, nous leur parlons d'éthique. 'Save the Children' co-dirige le centre, ils y font un bon travail. Pour ceux qui sont libérés et qui, après la réadaptation, font toujours face à des difficultés, ils peuvent recevoir de l'aide dans les Maisons des Femmes, qui apportent leur aide pour les questions domestiques. Si les problèmes persistent, nous pouvons transférer les enfants vers les services de soins des orphelins.

À court terme, il serait bon d'avoir moins de prison, mais des prisons meilleures pour les rendre plus adaptées aux détenus, de pouvoir y améliorer l'éducation. Actuellement, la manière dont la majorité des prisons est construite n'aide pas à réadapter vraiment les personnes, ce qui devrait être notre objectif final. Mais à cause des tentatives de l'État Islamique de libérer ses combattants se trouvant dans nos prisons, comme en janvier, nous devons plutôt investir dans plus de fortifications dans nos prisons et nos camps de détention, pour empêcher l'État Islamique de se rétablir en Syrie. Malheureusement, la majorité des pays ne rapatrient pas ses combattants étrangers de nos prisons, nous les aidons à établir un mécanisme international pour les juger devant les tribunaux.

Nous tous qui travaillons tous dans le système judiciaire et carcéral, nous savons que le système actuel ne respecte pas nos valeurs. Notre philosophie est que les prisons ne devraient pas être nécessaires mais à cause de la situation dans laquelle nous nous trouvons — attaqués non seulement par l'État Islamique mais aussi par des États tels que la Turquie

et la Syrie — nous n'avons pas été capable de mettre en place un autre système. Pour le moment, nous essayons simplement de ne pas blesser les personnes et de gagner leur confiance. Nous aspirons à un monde sans prison, mais à l'heure actuelle, pour nous, cela n'est pas possible.
